

Informations du Guatemala

4^e année, n° 166

Du 11 au 17 avril 1986

POLITIQUE

Rencontre des présidents d'Amérique Centrale les 24 et 25 mai
Non au procès de militaires
Ratification du poste de Secrétaire Général de la DCG
Le PSD parle de concertation de la droite
Apparition de la Centrale Ouvrière Démocrate-chrétienne
Les villages modèles nuisent aux conditions de vie
Le Ministre de l'Intérieur en RFA

ECONOMIE

Emission de bons sans couverture
Déficit fiscal fort élevé
Subventions pour les chefs d'entreprises de transport

CONTRE-INSURRECTION

La DC perpétue le recrutement forcé des paysans
Pas d'assignation en justice pour le paysan capturé

INSURRECTION

Propagande armée dans les bourgades du nord-ouest
Affrontements à El Peten

MOUVEMENT POPULAIRE

Manifestations populaires à Solola

DROITS DE L'HOMME

Plus de 500 ecclésiastiques assassinés ou enlevés
Les étudiants exigent le procès des militaires
Violations commises par les forces de sécurité
Député dénonçant un enlèvement
Poursuite de la vague de violence

POLITIQUE

RENCONTRE DES PRESIDENTS D'AMERIQUE CENTRALE LES 24 ET 25 MAI

Le 11 avril, le ministre des Relations extérieures guatémaltèque, Mario Quinonez Amezcuita, faisait savoir qu'au cours de la réunion de haut niveau qui aura lieu, les 24 et 25 mai, dans la localité guatémaltèque de Esquipulas, près de la frontière avec le Honduras et le Salvador, la démarche de Contadora, le Parlement d'Amérique Centrale, l'obtention de financement extérieur et le renforcement du commerce inter-régional figureront parmi les thèmes évoqués par les présidents de la région.

NON AU PROCES DE MILITAIRES

Le 9 avril, au cours d'une conférence de presse, les députés guatémaltèques présents durant la LXXV Conférence Inter-Parlementaire Mondiale qui s'est tenue du 7 au 11 avril, dans la ville de Mexico, ont indiqué qu'il n'existait pas au Guatemala de Front Politique commun permettant l'assignation devant les tribunaux des militaires responsables des violations des Droits de l'Homme.

Le groupe parlementaire a assuré que le Guatemala ne s'impliquerait jamais dans une aventure militaire qui aurait pour théâtre la région centre-américaine.

RATIFICATION DU POSTE DE SECRETAIRE GENERAL DE LA DCG

Le président du Congrès, Alfonso Cabrera Hidalgo, a vu son poste de Secrétaire Général du parti au pouvoir, la démocratie-chrétienne guatémaltèque, ratifié au cours de la Convention annuelle de cette entité qui s'est tenue le 13 avril.

Cabrera Hidalgo s'est déclaré favorable au maintien des fameuses patrouilles d'auto-défense civile, organisées et dirigées par l'armée dans les zones rurales du pays.

LE PSD PARLE DE CONCERTATION DE LA DROITE

Le 13 avril, le Parti Socialiste Démocratique -PSD- critiquait la démarche adoptée par le gouvernement démocrate-chrétien et contestait l'aide américaine destinée aux contre-révolutionnaires du Nicaragua. Ces prises de position ont eu lieu lors de la clôture de sa Convention annuelle. C'est au cours de cette convention que l'ancien candidat à la présidence, Mario Solorzano Martinez, s'est vu ratifier au poste de Secrétaire Général de cette entité politique.

Lors de la cérémonie de clôture de la Convention, en présence d'Ambassadeurs de divers pays latino-américains, Mario Solorzano a précisé que "la concertation démocrate-chrétienne s'effectuait au profit de la droite et au détriment des secteurs populaires".

APPARITION DE LA CENTRALE OUVRIERE DEMOCRATE-CHRETIENNE

Le 11 avril, apparaissait publiquement la Coordination Générale des Travailleurs du Guatemala -CGTG-, affiliée à la Centrale Latino-Américaine des Travailleurs -CLAT-, conséquence directe de la demande du gouvernement démocrate-chrétien visant à l'adoption de "mesures énergiques et concrètes à caractère économiques et sociales".

La CGTG est composée de 30 organisations syndicales qui, entre autre choses, exigent l'arrêt de l'inflation, une réforme fiscale, une diminution du taux de chômage, la démilitarisation de l'administration publique et le respect des Droits de l'Homme.

LES VILLAGES MODELES NUISENT AUX CONDITIONS DE VIE

Le 14 avril, un communiqué émanant du Resourt Center de Albuquerque, Nouveau Mexique, Etats-Unis souligne que les villages modèles établis par l'armée guatémaltèque dans diverses zones du pays ont nuit aux conditions de vie des communautés et indique qu'une grande partie de l'aide non mortelle octroyée par les Etats-Unis sur le plan militaire pour 1986 sera utilisée dans des campagnes de "pacification".

Ce rapport, intitulé: "Guatemala, la politique de contre-insurrection" passe en revue l'historique et les pratiques actuelles de l'Agence Internationale pour le Développement -AID- au Guatemala et démontre le lien qui existe entre les projets d'aide économique du gouvernement des Etats-Unis et le plan national de sécurité et de développement de l'armée guatémaltèque.

Le rapport indique, par ailleurs, qu'en dépit du fait que depuis 1982, l'armée guatémaltèque a mené un programme de pacification "efficace et élaboré, elle n'a pas mis fin à l'insurrection ni éliminé les racines profondes de la rébellion".

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR EN RFA

Le 15 avril, le Ministre de l'Intérieur guatémaltèque, Juan José Rodil Peralta, se rendait en République Fédérale d'Allemagne en quête d'aide à fournir aux appareils de sécurité.

Le fonctionnaire aura l'occasion de s'entretenir avec les ministres allemands de l'Intérieur, des Relations extérieures et de Coopération de même qu'avec des membres du Parlement.

ECONOMIE

EMISSION DE BONS SANS COUVERTURE

Le 9 avril, le Président de la Banque de Guatemala, Federico Linares reconnaissait que ladite institution émettait quotidiennement plus d'un million de quetzales (\$1 = environ 3 quetzales) sans couverture aucune et ce sous la forme de bons du trésor, afin de financer le déficit fiscal et de couvrir la subvention intervenant au change du dollars.

Le fonctionnaire signale qu'actuellement l'émission de ces bons atteint le chiffre de 430 millions de quetzales par an.

DEFICIT FISCAL FORT ELEVE

Le 10 avril, le président de la Banque de Guatemala, Federico Linares indiquait que le déficit gouvernemental atteignait en 1986 les 340 millions de quetzales, ce qui correspond à 2,5 % du PIB.

SUBVENTIONS POUR LES CHEFS D'ENTREPRISES DE TRANSPORT

Le 10 avril, les chefs d'entreprises du transport commercial décidaient de suspendre la grève générale prévue en date du 11 avril étant donné que le Président Vinicio Cerezo a accédé à une série de demandes provenant de cette corporation.

Les porte-paroles gouvernementaux signalaient que le régime démocrate-chrétien s'était engagé à octroyer des facilités pour l'importation de jantes et de pièces de rechange de même que pour ce qui est de l'achat de combustible à des prix préférentiels.

CONTRE-INSURRECTION

LA DC PERPETUE LE RECRUTEMENT FORCE DES PAYSANS

Le 9 avril, le Comité de l'Unité Paysanne dénonçait le fait que le gouvernement démocrate-chrétien perpétuait le recrutement forcé des paysans au sein des patrouilles d'auto-défense civiles en dépit de la volonté exprimée par la population.

L'Organisation Paysanne stipule également que l'armée organise et dirige des groupements qui sous le nom de groupes d'appui civils tâchent d'obliger la population à appuyer lesdites patrouilles d'auto-défense civiles.

PAS D'ASSIGNATION EN JUSTICE POUR LE PAYSAN CAPTURE

Le 8 avril, un communiqué de l'organisation militaire reconnaissait que le professeur rural Agustin Chuta Osorio, capturé par l'armée en même temps que trois paysans vers la mi-mars, dans le département central de Chimaltenango, n'avait pas été assigné devant les tribunaux de justice.

Les forces armées indiquent que Chuta Osorio s'est engagé dans les rangs militaires, version qui contredit singulièrement la version antérieure mentionnant son arrestation due à son appartenance à une organisation insurrectionnelle.

L'armée n'a indiqué aucune raison ni indication permettant de savoir ce qu'il est advenu des trois autres paysans capturés en même temps que Chuta.

INSURRECTION

PROPAGANDE ARMEE DANS LES BOURGADES DU NORD-OUEST

Le 14 avril, l'Unité Révolutionnaire Guatémaltèque faisait savoir que des unités de

l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- menaient des actions de propagande armée, en trois communautés du département, au nord-ouest du pays, de El Quiché, où elles transmettaient aux habitants la plateforme du programme présenté par l'URNG.

Les actions ont eu lieu, les 3 et 4 avril dans les localités de San Luis Ixcán, Nueva Comunidad et Valle de La Candelaria, dans la municipalité de Ixcán.

AFFRONTLEMENTS A EL PETEN

Le 14 avril, les Forces Armées Rebelles -FAR- signalaient qu'une de ses unités s'était affrontée avec l'armée gouvernementale dans le département septentrional de El Peten, où, selon les insurgés, l'institution militaire a provoqué un incendie et la destruction de plus de 3 600 hectares de bois et cultures.

Les combats, sans indications du nombre de morts et blessés, ont eu lieu, le 10 avril à proximité de la bourgade Aguaseca, dans la municipalité de Sayaxché.

MOUVEMENT POPULAIRE

MANIFESTATIONS POPULAIRES A SOLOLA

Le 10 avril des habitants de la municipalité de Santiago Atitlán, dans le département de Solola, indiquaient que des manifestations avaient eu lieu au cours de la semaine, de nature apolitiques, pacifistes et opposées au coût élevé de la vie.

Dans une lettre ouverte adressée au président Vinicio Cerezo, les habitants reprennent une série de demandes qui vont du contrôle des prix pour les biens de première nécessité à l'application de la loi pour tout qui violerait les dispositions en vigueur et qui modifierait les prix et les balances nationales.

DROITS DE L'HOMME

PLUS DE 500 ECCLESIASTIQUES ASSASSINES OU ENLEVES

Le 12 avril, l'Archevêque métropolitain, Prospero Penados del Barrio dénonçait une situation où 500 catéchistes et 14 prêtres avaient été assassinés ou détenus ou avaient purement et simplement disparus depuis 1981 jusqu'à cette date.

L'Archevêque a indiqué que l'Eglise guatémaltèque ne criait pas vengeance "mais simplement que justice soit rendue" et il estime que la plus grande partie des milliers de disparus au cours de ces dernières années du fait de la répression politique étaient probablement déjà morts.

LES ETUDIANTS EXIGENT LE PROCES DES MILITAIRES

Le 11 avril, l'Association des étudiants universitaires "Oliverio Castenada de León"-AEU-, de l'Université nationale de San Carlos, exigeait du gouvernement de Vinicio Cerezo une enquête complète et minutieuse portant sur les violations des Droits de l'Homme et l'assignation devant les tribunaux des militaires responsables.

L'AEU, organisme principal de représentation des étudiants du pays, a lancé un appel au peuple pour que ce dernier appuie les revendications du Groupe d'Appui Mutuel -GAM-, composé des proches et parents des détenus et disparus, qu'il considère comme "une authentique organisation luttant pour la défense des Droits de l'Homme".

VIOLATIONS COMMISES PAR LES FORCES DE SECURITE

Le 10 avril, des habitants de la bourgade Tunayac, de la municipalité de Nomostenango, dans le département occidental de Totonicapán, dénonçaient les violations et les vexations commises par les effectifs des forces de sécurité à l'encontre de la population de cette région.

Les effectifs gouvernementaux circulent à bord de véhicules officiels et ont l'habitude de se présenter, sans être munis d'ordre judiciaire, au domicile de ces personnes chez qui, ils procèdent à des fouilles et des contrôles minutieux tant des personnes que de leurs biens pour ensuite voler les objets présentant une certaine valeur.

DEPUTE DENONCANT UN ENLEVEMENT

Le 10 avril, le député Diego Velasco Brito dénonçait l'enlèvement de la jeune Maria Tzampop, âgée de 20 ans et séquestrée par des effectifs sup - posés des forces de sécurité du régime, le 29 mars dernier, dans la localité de San Antonio Ilotenango.

Le député signale que le 31 mars il avait demandé qu'une enquête soit menée en détail par les autorités mais, que jusqu'à cette date ces dernières n'avaient nullement fait preuve de diligence.

POURSUITE DE LA VAGUE DE VIOLENCE

Le 12 avril, les cadavres de deux jeunes étaient localisés, torturés et mutilés, sur une route secondaire qui relie les villes de Amatitlan et Antigua Guatemala, dans le centre du pays.

Dans les zones intérieures du pays, plusieurs domiciles ont été assaillis par des groupes d'hommes armés, qui outre des vols, se sont rendus coupables du meurtre de 5 personnes.

Un autre groupe d'hommes armés attaquait, le 8 avril, un véhicule de transport public qui circulait sur la route Al Atlantico, dans les limites du département de El Progreso, occasionnant de la sorte 2 morts et 4 blessés. Le commerçant Manuel de Jesus Hernandez, âgé de 35 ans, a été enlevé alors qu'il se trouvait à l'intérieur de son magasin, par des hommes armés qui l'ont violemment introduit dans un véhicule.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX